

Les usagers fustigent l'inefficacité persistante du SMGEAG

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION AVEC AFP

4 octobre 2024



Une inefficacité criante, une culture du résultat inexistante, un assainissement en déroute : la commission qui représente les usagers auprès du Syndicat Mixte de Gestion de l'Eau et de l'Assainissement en Guadeloupe (SMGEAG) tire à nouveau la sonnette d'alarme.

Dans la continuité de son assemblée plénière le 2 octobre, la commission de surveillance dresse un bilan inquiétant sur l'action et la gouvernance du SMGEAG alors que l'archipel subit toujours des coupures d'eau et un assainissement défaillant.

Depuis sa création en 2021, le SMGEAG peine à remplir sa mission et connaît de nombreux dysfonctionnements financiers et politiques.

Dans un document diffusé auprès de la presse, la commission de surveillance qui a toutes les difficultés à s'installer dans la gouvernance du SMGEAG, dénonce un « leadership défaillant », critique également l'absence de stratégie technique, une communication « confuse et imprécise » et une gestion des ressources humaines « pas traitées » alors que le sujet « est essentiel ».

Depuis 2023, la Commission de surveillance dénonce l'augmentation de la masse salariale du SMGEAG (le chiffre de + 6,3 % est avancé), sans amélioration du service rendu aux usagers.

« On nous promet des plans pluriannuels d'investissements, ou des 'accélération', mais on ne sait ni quand ni comment les travaux peuvent ou seront menés », a réagi auprès de l'AFP Daniel Marianne, le secrétaire de la commission de surveillance de la régie unique de l'eau.

« On ne connaît pas non plus les attendus de tels travaux, ni l'impact qu'ils ont sur le réseau et les tours d'eau lorsqu'ils sont achevés », ajoute-t-il.

Annoncé mi-septembre, le plan « accéléré » est un plan d'investissements qui vise à supprimer les tours d'eau d'ici 2025, d'après le SMGEAG. Or, « nous constatons que [...] la situation perçue par les usagers continue de se dégrader », a ajouté Daniel Marianne.

Contacté, le SMGEAG n'a pas répondu à l'AFP.

La Guadeloupe connaît, en raison de décennies de gestion délétère et de réseaux vétustes, des coupures d'eau régulières afin d'alimenter tour à tour les communes. En mars, jusqu'à 130 000 personnes ont été privées de la ressource dans l'archipel.

Selon le bilan 2023 publié par l'Office de l'eau de Guadeloupe, qui s'appuie sur des chiffres datant d'avant la création du syndicat, plus de 60 % de l'eau qui parcourt le réseau d'eau potable se perd avant d'arriver aux robinets. En août, l'État a suspendu le versement de 12 millions d'euros de subventions de fonctionnement au SMGEAG en raison de « défaillances » comptables, relevant notamment des « lacunes majeures dans la tenue des comptes »